66e Année. — N° 196
La Numéro 15 CENTIMES
BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 — Tourcoing, rue Carnot, 38
Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Roubaix, Nord et Belgique 12.00 22.00 42.00
France ... 13.00 24.00 46.00
Union post. 16.40 31.20 62.40

OUBLIER, C'EST TRAHIR

Journal de Roubaix

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

66e Année. — N° 196
VENDREDI 16 JUILLET 1920
Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, Roubaix 38, rue Carnot, Tourcoing

La décision des Alliés sur les contre-propositions allemandes pour le charbon

NOS FEUILLETONS

Nous commencerons, dimanche, la publication d'un roman sensationnel

Folie d'un Soir

PAR MAXIME LA TOUR

Ce récit dramatique, inédit, écrit spécialement pour le JOURNAL DE ROUBAIX, émouvra auprès de nos lecteurs le succès qu'il mérite.

Folie d'un Soir

où sont aux prises l'intérêt mesquin, la passion et la jalousie d'une part, la vie sentimentale d'autre part, sera lu avec intérêt par nos lecteurs.

Les Pourparlers de Spa jugés par M. Poincaré

Dans sa dernière chronique de la « Revue des Deux-Mondes », M. Raymond Poincaré écrit :

La tactique de l'Allemagne était facile à prévoir et elle a été évidente dès la première rencontre avec les Alliés : recourir à tous les moyens dilatoires, soulever le plus grand nombre possible de questions, préparer au besoin d'autres conférences, chercher sur notre front les points de faible résistance, pénétrer dans les moindres couloirs pour tâcher de les élargir, flatter tour à tour les intérêts de chacune des Puissances coalisées, opposer la force de son unité à l'émiettement de nos efforts; en même temps, se présenter à nous, suivant l'expression de la « Gazette de Francfort », comme « écrasée par la ruine et garrottée par nos prétentions »; s'accrocher désespérément au livre de M. Keynes répété que l'Europe est perdue si l'Allemagne ne se relève pas sans retard, et nous amuser avec de vieilles métaphores comme celles-ci : « Soignez, d'abord, l'arbre, ai-nous voulu-vous cueillir les fruits. Engraissez notre champ, si vous désirez que nous moissonnions ensemble. Aidez-nous à éteindre l'incendie chez nous, de peur que votre maison ne vienne à brûler. »

Plus longtemps durèrent, à Spa ou ailleurs, ces malheureux pourparlers, plus dangereusement s'y émoussera notre volonté de ne rien céder de nos droits essentiels. La lenteur, les désagréments de discussions vaines, l'impatience d'en finir, l'apparente commodité des solutions transactionnelles, nous amèneront insensiblement à des capitulations. Si nous voyons que les choses tournent contre nos intérêts nationaux, sachons nous arrêter à temps. Rien ne sert de jarder; il faut sortir à point.

Peut-être, d'ailleurs, le démembrement, les réparations, le charbon, la punition des coupables, les sanctions, ne sont-ils pas les seuls articles du programme qu'auront à examiner les négociateurs. Déjà M. Fehrenbach avait émis la prétention d'évoquer devant la Conférence d'autres chapitres du traité, notamment celles qui fixent le statut de Dantzig. Nous voyons maintenant M. Théodor Wolff reprendre, avec une ardeur singulière, dans le « Berliner Tageblatt », et recommander aux délégués allemands, toutes les thèses dont le succès amènerait le bouleversement total des traités de Versailles et de Saint-Germain : rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, réduction des troupes d'occupation sur le Rhin, réintégration de la Haute-Silésie. Chaque fois que nous inviterons les Allemands à nous expédier le charbon qu'ils nous ont promis, ils nous disent : « Rendez-nous celui de la Haute-Silésie », et, si nous répondons : « Payez-nous, d'abord, sur le bassin de la Ruhr », ils répliquent : « Nos industries avant tout. Quand toutes nos cheminées fumeront, nous nous gorgerons à vous. » Or, les officiers alliés et les voyageurs qui reviennent d'Outre-Rhin y voient tous les hauts-fourneaux allumés et toutes les manufactures en activité. Derrière son camouflage de misère, l'Allemagne est diligemment occupée à se reconstituer et lorsque nous aurons eu la candeur de lui remettre une partie de sa dette, elle redevendra, sur tous les marchés du monde, la grande rivale de l'Angleterre. Ce jour-là, M. Lloyd George, qui sera toujours jeune et toujours premier ministre, ne se consolera pas.

INFORMATIONS

UN MESSAGE DE M. WILSON A M. DESCHANEL

Paris, 15 juillet. — M. Wilson a adressé à M. Deschanel un message affirmant l'indissolubilité des liens créés sur les champs de bataille et unissant la France à l'Amérique.

UNE MANIFESTATION DE L'AMITIE FRANCO-BRITANNIQUE

Paris, 15 juillet. — Au cours de dîner du Comité franco-britannique de bienfaisance des blessés auquel assistaient de nombreuses personnalités politiques, commerciales anglaises et françaises, le ministre britannique, lord Inverforth, venu spécialement de Londres, a affirmé la nécessité de ne perdre aucune occasion de manifester la solidité de l'amitié franco-britannique.

Dans sa réponse, le sous-secrétaire d'Etat, D. Em. Brenne a déploré que « seule cette étroite amitié permettrait de sauvegarder la paix du monde.

LA FORTUNE DE L'IMPERATRICE EUGENIE DEPASSERAIT 100 MILLIONS DE FRANCS

Si l'on se rend des estimations qui ne peuvent être qu'approximatives, la fortune de l'impératrice Eugénie dépasserait sensiblement 2 millions de livres (200 millions de francs au cours actuel du change).

Certaine d'avoir ses bijoux et nombre de ses objets d'art ont une valeur proprement inestimable, et il est certains appartements de Farnborough dont le mobilier, à lui seul, représente une véritable fortune.

MORT DU DUC DE MORNY

Paris, 15 juillet. — Le duc de Morny est décédé en son domicile d'Amiens, à soixante et un ans.

C'était le fils de feu le duc de Morny, ministre de l'Intérieur lors du coup d'Etat du 2 décembre, ancien président du Corps législatif.

MORT SUBITE DU MAIRE DE BELFORT

M. Libon-Schwob, maire de Belfort, est mort subitement, après avoir assisté à la revue du 14 juillet. Il était âgé de 65 ans. Toutes les fêtes ont été arrêtées à Belfort au signal de deuil.

RAISONNER CONDAMNE A PAYER SON LOYER

Paris, 15 juillet. — La Commission arbitrale de 7e arrondissement a condamné M. Henri Barbusse à payer 2.900 francs-or à 900 francs de loyers qui lui étaient réclamés.

La Commission décide que M. Barbusse a bien été mobilisé jusqu'en 1917, mais que les bénéfices commerciaux qui lui ont rapporté ses ouvrages — 200.000 francs l'an dernier — lui permettent de payer facilement ses loyers.

L'EXPORTATION DES FONTES EST INTERDITE

Paris, 15 juillet. — La loi de prohibitions de sortie s'étoffe. Le « Journal officiel » a publié un décret aux termes duquel sont prohibées la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des fontes, sous quelques chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages de fonte, de fer, en d'acier ne pouvant être utilisés que pour la refonte.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le ministre des Finances, par le ministre du Commerce et de l'Industrie, et par le ministre des Travaux publics, après avis d'une Commission spéciale instituée à cet effet.

6 MILLIONS DE TONNES AU 15

BAISSE DU CHANGE ET HAUSSE DU COTON AUX ETATS-UNIS

New-York, 15 juillet. — Le cours du change a baissé de 5 points, à la suite de forts offres d'exportations de produits alimentaires faites par des exportateurs obligés de faire face à leurs engagements. On signale une hausse importante du coton pour juillet, qui atteint 105 points.

LES EMPRUNTS ANGLAIS

On annonce officiellement que la Grande-Bretagne a remboursé au cours de l'année passée la plupart des emprunts contractés en pays neutres. Les Etats-Unis seuls, sont créditeurs de la Grande-Bretagne pour de fortes sommes. Le montant total de dettes a été réduit de 36.156.000 livres sterling.

LES NOUVEAUX TARIFS DE CHEMINS DE FER EN ANGLETERRE

Londres, 15 juillet. — Les tarifs des chemins de fer britanniques vont être de nouveau relevés. L'augmentation pour les voyageurs sera de 100 pour cent et pour les marchandises de plus de 100 pour cent sur les tarifs d'avant-guerre. Les nouveaux tarifs pour les voyageurs seront appliqués à partir du 1er août.

L'AIDE DES ANGLAIS AUX VILLES DEVASTEES

Londres, 15 juillet. — La ville de Suffield a adopté Bapaume et Serre, la ville d'Eastbourne a adopté Bray-sur-Somme.

LES EMIGRANTS ALLEMANDS POUR LA RUSSIE

Berlin, 15 juillet. — Le premier transport d'émigrants allemands pour la Russie des soviets, composant notamment des métallurgistes, a quitté Stettin.

CHOSES & AUTRES

Un village modèle.

La crise du logement sévit, on le sait, en Angleterre comme en France, et une campagne très active est menée pour la construction d'immeubles nouveaux. Mais les difficultés sont telles que, malgré les efforts du gouvernement, la crise se prolonge.

Pour y porter remède en indiquant le moyen de construire le plus économiquement possible des maisons rurales confortables, notre confrère le « Daily Mail » a l'intention de faire édifier aux environs de Londres un village modèle où l'on verra différents types de maisons en bois, en ciment armé, en ciment ordinaire, et en asbeste ou liège fossile.

Ce village comprenant 23 maisons constituera une exposition permanente.

* *

Les deux plus doux moments d'un voyage? La veille du départ, le lendemain du retour.

GRAVES BAGARRES A TRIESTE

DEUX TUES. — TRENTE BLESSES
20 MILLIONS DE DEGATS

Rome, 15 juillet. — Selon la « Gazetta del Popolo », au cours des bagarres qui se sont produites à Trieste, entre les nationalistes et les Yougo-Slaves, on compte deux tués, une trentaine de blessés et vingt millions de dégâts.

ECHOS DE LA FETE NATIONALE

DANS LES COLONIES

Paris, 15 juillet. — La Fête Nationale fut brillamment célébrée dans nos colonies. A l'étranger, les représentants français ont reçu les membres du corps diplomatique et du monde officiel. A Gibraltar, la Fête Nationale française a revêtu un caractère particulièrement grandiose. Les navires de guerre et de commerce alliés ont pavoisé et ont tiré de nombreuses salves d'artillerie au milieu de l'enthousiasme général.

MANIFESTATION SUR la TOMBE' de PRISONNIERS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

Berlin, 15 juillet. — M. de Margerie, accompagné du général Barthélemy, de l'amiral Dumesnil, du personnel de l'ambassade et des délégations des commissions militaires alliées a déposé une couronne au cimetière Hasenheide, où reposent des prisonniers français.

L'INCIDENT DE BERLIN

UNE LETTRE DE REGRET DE M. FEHRENBACH

Spa, 15 juillet. — Dès qu'il a appris l'outrage fait au pavillon français, M. Fehrenbach a adressé une lettre de regret à M. Millerand affirmant sa volonté de châtier l'auteur de cet outrage et les officiers de police qui ne sont pas intervenus à temps.

BRUIT D'UN ARMISTICE entre la Pologne et les Soviets

M. Paderewski à Spa

Paris, 15 juillet. — On annonce que la nouvelle serait arrivée de Londres à Spa que les Soviets auraient répondu en acceptant toutes les conditions britanniques, y compris l'armistice avec la Pologne.

M. Paderewski est arrivé à Spa. Ses compatriotes auxiliaires l'avaient appelé à leur secours. Il a été reçu par MM. Millerand et Lloyd George, et a paru satisfait de son entrevue.

C'est vraisemblablement M. Paderewski qui représenterait les intérêts de la Pologne dans les négociations qui ne tarderont pas à s'ouvrir entre les Alliés et la Russie.

LE PRIX DE ROME DE GRAVURE

Paris, 15 juillet. — Le Prix de Rome de gravure en taille douce a été décerné, jeudi après-midi, à M. Matossy, né le 15 avril 1891, dans la Sarthe.

LES QUOTIDIENNES

UN DOCUMENT.

On sait que les communistes français, jaloux des hauts faits de leurs camarades de Russie, poursuivent l'ambitieux dessein de prendre la direction de tous les services politiques et économiques de la nation. La révolution sociale qu'ils préconisent n'a pas d'autre but que de faire passer le pouvoir entier aux mains des travailleurs « conscients et organisés ». L'échec complet de la tentative de mai dernier n'a pas découragé les meneurs qui continuent leur propagande et cherchent à rassembler leurs troupes subitement dispersées.

Les raisons invoquées sont toujours les mêmes; elles se réclament en ces mots : lorsque les prolétaires ne seront plus exploités par les « infâmes capitalistes » et qu'ils seront les maîtres, tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Il est permis de douter du sérieux de cette prophétie quand on étudie un peu intimement la vie syndicaliste.

Récemment, un journal régétiste bon teint, « Le Syndicaliste des P. T. T. », publiait un entretien bien édifiant. Le voici :

« Les critiques les plus acerbes sont faites » en ce moment contre le restaurant coopératif » (il s'agit du restaurant des P. T. T., » géré par de bons militants syndicalistes) » où, de l'avis de nombreux convives, sont » servies des viandes fort souvent avariées. » Nous avons été nous-mêmes témoins, à » différentes reprises, des exercices d'acrobatie auxquels se livraient, sur les dites » viandes, d'inoffensifs asticots, et il nous a » été donné également de goûter à des légumes fermentés. On ne saurait se f... plus » impunément des pauvres bougres qui sont » forcés de s'alimenter à cette boîte. Ce restaurant-là, qui fait payer 3 fr. 75 un mauvais repas, serait, dit-on, en déficit d'une » dizaine de mille francs!... Remarquons » qu'il n'est payé aucun loyer et que le » personnel est fort mal rétribué. » C'est à » nous dégoûter d'être coopérateurs! » »

Qu'en dites-vous? Voilà des gens qui veulent diriger la France et qui ne sont même pas capables de gérer convenablement un modeste restaurant coopératif!

Oui, vraiment, c'est à vous dégoûter d'être syndicaliste!

Maurice Aubert.

La Conférence de Spa et la Question du Charbon

LES CONTRE-PROPOSITIONS ALLEMANDES

LA RÉPONSE DES ALLIÉS

« SI L'ALLEMAGNE N'A PAS FOURNI SIX MILLIONS DE TONNES AU 15 OCTOBRE, LES TROUPES ALLIÉES OCCUPERONT LE BASSIN DE LA RUHR. »

Spa, 15 juillet. — De l'envoyé spécial de l'« Agence Havas » :

Voici le texte définitif des contre-propositions de la délégation allemande concernant la question du charbon. Ce document a été remis à la fin de la matinée à M. Lloyd George par M. Simons, accompagné d'une lettre autographe. C'est sur ce texte que les représentants alliés ont commencé à délibérer à la fin de la première séance et qu'ils ont discuté encore dans l'après-midi :

1° *Le gouvernement allemand s'engage à mettre à la disposition des gouvernements alliés, à partir du 1er août 1920, conformément au présent arrangement, pour une durée de six mois, 2.000.000 de tonnes de charbon mensuellement;*

2° *Les gouvernements alliés pourront, pour ce charbon, jusqu'à concurrence du prix sur le marché allemand en plaçant les sommes respectives un crédit de l'Allemagne, au compte des réparations, et la différence entre le prix du marché allemand et le prix du marché mondial, au comptant, à moins que le mode de paiement ne soit fixé d'une façon différente dans la convention générale sur les questions financières;*

3° *Pendant la durée des dites délibérations sur le charbon, les clauses de la décision sur la question du charbon communiquées à la délégation allemande (13 juillet) et amendées le 11 juillet, ne seront pas appliquées. De même les quantités de charbon à fournir mensuellement ne seront pas augmentées par la commission des réparations pendant cette période;*

4° *Il sera conclu, aussitôt que possible, un arrangement concernant la situation en Haute-Silésie, arrangement par lequel, ou bien le gouvernement allemand exercera le contrôle sur les charbons silésiens, ou bien la part lui revenant mensuellement sur les charbons de Haute-Silésie ne sera pas fixée à moins de 1.500.000 tonnes;*

5° *Il sera institué, aussitôt que possible, une commission mixte à Essen, dans le but d'enquêter sur les moyens d'améliorer la condition des mineurs, en ce qui concerne la nourriture, l'habillement et le logement, et d'améliorer en conséquence, l'extraction des mines de houille du district de la Ruhr;*

6° *Les Alliés se déclarent prêts à accorder à l'Allemagne le crédit nécessaire pour l'importation des stocks de vivres pour la population, sans bien que pour l'importation de matières premières, pour l'industrie et l'agriculture allemandes. Les délibérations, à cet égard, auront lieu en même temps que les délibérations d'ordre général sur la question financière, avec la collaboration d'experts de part et d'autre.*

LA RÉPONSE DES ALLIÉS

Spa, 15 juillet. — De l'envoyé spécial de l'« Agence Havas » :

L'accord est réalisé entre les Alliés sur la question du charbon et va l'être, sans doute, d'un moment à l'autre, avec les Allemands.

Les Alliés ont siégé de 15 h. 30 à 18 h. 30 à la villa Fraineuse. Les représentants des Alliés ont adopté les termes de la réponse à faire aux contre-propositions allemandes remises à midi. En voici les points principaux :

Le chiffre des livraisons de charbon réclamées à l'Allemagne est de 2.000.000 de tonnes par mois.

Si l'Allemagne n'a pas fourni 6.000.000 de tonnes au 15 octobre 1920, les troupes alliées occuperont le bassin de la Ruhr. Cette sanction figurera dans le protocole que les Allemands auront à signer demain.

Le charbon sera payé au prix du traité, augmenté de 5 marks or par tonne comme prime pour le triage des qualités, cette prime étant affectée à l'achat de fournitures et de matières alimentaires.

Pour le charbon de Haute-Silésie, une commission mixte de répartition sera nommée et une commission fixe fonctionnera, à Essen, pour contrôler les conditions de travail des mineurs.

Un prix sera admis par les Alliés pour fournir à l'Allemagne des vivres. Le montant en sera inscrit à son crédit au compte des réparations.

On communique la décision à M. Simons

Spa, 15 juillet. — De l'envoyé spécial de l'« Agence Havas » :

M. Simons a été convoqué, jeudi, à 19 h., à la villa Neubois, où M. Lloyd George était déjà avec M. Millerand.

Les deux chefs de gouvernement lui ont donné connaissance de la décision des Alliés.

M. Lloyd George a manifesté le désir de quitter Spa vendredi soir.

Les commentaires de la presse allemande

Berlin, 15 juillet. — La presse représente la situation à Spa comme de plus en plus critique. « L'Entente, dit-elle, s'apprête à adresser un ultimatum à l'Allemagne. »

Le correspondant du « Berliner Tageblatt » croit savoir que la grande majorité des négociateurs se rend compte des dangers des résultats qu'entraînerait la rupture des négociations.

La « Gazette Générale de l'Allemagne » publie un interview du délégué M. Hue. Dans cette interview, M. Hue déplore la présence à Spa d'un trop grand nombre de journalistes chauvins qui, dit-il, dénaturent les paroles échangées et leur sens et qui égarent l'opinion publique. C'est ainsi, poursuit-il, qu'on représente le fort, lui et M. Stinnes, comme s'étant concertés à l'avance avec le Gouvernement au sujet des explications qu'ils ont données. J'affirme aussi que M. Stinnes n'a pas consulté sur le texte de son discours la délégation officielle allemande.

La presse allemande et de l'étranger devrait s'efforcer de suivre les négociations de Spa avec moins de nervosité.

La « Deutsch National Zeitung » écrit : « Spa est un scandale. Les représentants allemands sont traités comme des écoliers, mais ce qui est pis, c'est qu'ils se laissent traiter ainsi, et à part MM. Simons et Hue, qui ne sont pas des représentants officiels, il ne se trouve personne pour prendre le ton qu'il convient. »

Le « Lokal Anzeiger » déclare : « La rupture des négociations est sans doute le seul dans l'inconnu, mais il vaut mieux encore la possibilité de se trouver devant un arrêt de mort. L'occupation du territoire allemand sera pour considérable une grève générale des mineurs. »

Le « Vorwaertts » écrit : « L'occupation par la France de la Ruhr équivaudrait à l'annulation du traité de Versailles et à la réouverture des hostilités contre l'Allemagne désarmée et profondément pacifique. Economiquement, cette occupation signifierait que la France entend devenir maîtresse absolue des réserves allemandes en charbon, et donner ainsi satisfaction à ses grands industriels capitalistes. »

Une soirée de gala au Casino

Spa, 15 juillet. — Une soirée de gala a eu lieu au Casino, en l'honneur des délégués français. A l'occasion du 14 juillet. De magnifiques gerbes de fleurs ont été offertes à M. Millerand et au maréchal Foch, au milieu d'ininterrompues manifestations patriotiques, qui se renouvelèrent à la sortie des militaires français et du maréchal Foch.

Un démenti roumain

Spa, 15 juillet. — Dans les milieux officiels roumains de la Conférence, on dément formellement le bruit suivant lequel le gouvernement roumain ne ferait pas face à ses engagements extérieurs si la répartition actuelle de l'indemnité allemande est maintenue. La Roumanie tient à honorer dans l'avenir comme par le passé ses engagements. L'origine de ce bruit pourrait toucher à l'offre qu'on a faite à la Roumanie de certaines compensations ayant trait à sa dette extérieure de guerre et qui ne sauraient avoir aucune espèce de rapport avec les rentes actuellement possédées par des particuliers dont le paiement des coupons est une des principales préoccupations du gouvernement roumain.

Le Ministre de la Marine prend possession du *Zeppelin* à Maubeuge

Paris, 15 juillet. — Le ministre de la marine, accompagné du vice-amiral Salaun, chef d'état-major général, s'est rendu aujourd'hui à Maubeuge pour prendre officiellement possession, au nom de la marine, du dirigeable L-72 qui vient de nous être cédé en exécution du traité de paix.

Ce dirigeable se rendra vers le 30 de ce mois à Guers, dans le Var, où l'on est en train d'achever le hangar qui lui est destiné.

Au cours de cette traversée, il viendra survoler la région parisienne.

La péréquation des charbons pour foyers domestiques

Répondant à diverses observations formulées au sujet du régime de la péréquation appliquée aux charbons destinés aux foyers domestiques, le ministre des travaux publics expose les raisons de cette mesure :

En l'état actuel du marché charbonnier, les foyers domestiques alimentés en charbon anglais devraient payer au prix excessif de 250 fr. environ le charbon qu'ils payaient 20 fr. environ avant la guerre, tandis que les consommateurs de charbon français ne le payeraient que 66 fr. en moyenne. C'est en vue de réduire cet écart que les charbons français avaient été frappés d'une surtaxe de 75 fr. Depuis le 16 juin, cette surtaxe au lieu d'être fixe, est égale au prix de vente à la mine, c'est-à-dire proportionnelle à la qualité. Le prix de revient est ainsi de 190 francs environ. Les consommateurs de charbon anglais bénéficient par contre du prix conventionnel de 225 fr., la différence entre ce dernier prix et celui de 190 fr. représentant approximativement la supériorité de qualité des charbons anglais.

Lettre de Bruxelles

L'ALLIANCE FRANCO-BELGE. — LES DISCOURS DE MM. DESTRÉE & BARTHOU. — L'ALLEMAND EST TOUJOURS LE MÊME. — L'UNION DANS L'EGALITE ET LA FRATERNITE.

(D'un correspondant particulier)

Bruxelles, 15 juillet-10 h.

M. Destrée, notre ministre de l'Instruction publique, a prononcé, dimanche, à Paris des paroles nécessaires et salutaires. Je vous en ai assez souvent dit, dans ces lettres, combien mon idée d'une alliance franco-belge, étant dans les vœux de la Belgique, combien cette alliance était nécessaire pour que les deux nations soient poliment faire face à la prochaine guerre extermination que l'Allemagne veut recommencer le plus tôt possible, afin de se venger d'abord et de réaliser ensuite son rêve de conquête mondiale, qui n'est pas mort, avec le dernier plan de Ludendorff.

Mais, plus d'une fois aussi, la Belgique a souligné qu'elle n'était ni à vendre, ni à prendre, et que l'alliance franco-belge ne pourrait être pour elle, une absorption ou un protectorat déguisé. M. Destrée a fort bien mis au point ces principes. Il faut qu'il soit de suite ou au nécessaire dans la réponse de M. Barthou : « La France veut la Belgique libre et grande. Ce n'est que seulement sur le pied de l'égalité que la première veut traiter avec la seconde, c'est sur un pied de fraternité. »

Ces paroles ont eu un profond écho dans le pays. Sans doute, si M. Destrée, si M. Barthou, n'ont parlé officiellement. Mais il est certain cependant qu'ils n'ont pas proféré paroles en l'air. Interdit l'un et l'autre de fonctions publiques très hautes, ils n'ont pas douté un seul instant qu'il ne leur suffisait pas de dire qu'ils discourraient en leur nom personnel. Ils engageaient, tout au moins indirectement, les Gouvernements qu'ils représentaient, et il ne fait de doute pour personne, étant donnée leur intelligence des affaires et la connaissance des situations, qu'ils étaient certains de ne pas être en désaccord, en parlant comme ils l'ont fait, avec votre Quai d'Orsay et notre Rue de la Loi. En traité, ces hommes d'Etat ne prenaient pas, au nom de leur pays, position dans la question franco-belge; mais ils savaient fort bien qu'aucun désaccord ou désaveu de leur arriveraît. Il bien que l'on peut dire que les discours officieux de MM. Destrée et Barthou, sont des discours ministériels. Et comme ils ont profondément tous l'âme populaire belge, et l'âme populaire française, si j'en juge les échos qui nous viennent du « beau pays de France », le deuxième déjeuner franco-belge a parfaitement atteint son but, puisqu'il a débloqué, devant un problème urgent et fatal, un terrain qui manquait encore de clarté.

Du train dont vont les choses à Spa, la nécessité de résoudre ce problème s'imposera sans retard. Ceux qui ont subi l'occupation allemande, la Belgique et le Nord de la France, savent mieux que quiconque, ils sont les seuls à savoir combien l'esprit allemand, — je disons point l'âme allemande, car on ne profane un beau mot, — est si orgueilleux, dominateur, jaloux, rageur, brutal, cruel, sinueux, hésitant. Les Allemands nous ont assez fait souffrir, avec ce tempérament de bête fauve, qui ne se courbe que devant une force plus puissante que la sienne, en attendant de pouvoir étrangler l'adversaire à son tour. Les Alliés, les Italiens, les Américains, Paris et la France non occupée ne connaissent point l'Allemand réel. Ils n'ont pas subi son infinie et tortueuse conquête. Ils ne savent pas, comme nous, que l'orgueil terrain n'oublierait jamais sa défaite et préparera sans cesse sa revanche.

Tout ce qui se passe depuis Versailles, depuis le jour où, pour sauver leurs dernières armées et leurs derniers canons, ils ont accepté une honteuse capitulation, n'a pas d'autre but que de garder et de consolider une puissance que Foch dénonce, et que la diplomatie ne veut pas anéantir. Ce n'est pas pour travailler au paix, tous pour s'armer plus facilement et plus vite, que, tantôt sournois, tantôt brutal, l'Allemand s'ingénie à venir encore en signature. Ce n'est pas pour faire œuvre de paix, mais pour préparer la prochaine guerre, que les Huns cherchent la révision du traité de Versailles.

Ils n'ont rien appris, rien oublié. Ils sont aujourd'hui, comme ils étaient avant la guerre. Ils sont les mêmes que lorsqu'ils nous ont volés, pillés, brûlés, massacrés. Soudards orgueilleux, leur conduite à Spa est identique à celle qu'ils tenaient avec nous, pendant l'occupation, quand, sinueux, fourbes, cruels, ils ne reculaient devant aucun mensonge, aucune infamie, pour arriver à leurs fins. Toutes les populations des pays occupés ne le savent que trop. Les Allemands ne pardonneront jamais leur défaite comme trop de leurs vainqueurs oublient déjà leurs crimes. Et comme c'est sur la Belgique et la France qu'ils assouvirent leur vengeance implacable, France et Belgique doivent s'unir comme on l'a dit à Paris, dans l'égalité et la fraternité. MM. Destrée et Barthou ont été, dimanche, les vrais interprètes de l'âme de nos deux peuples.

S.

DERNIÈRE HEURE

La Conférence de Spa

Les Allemands feront connaître leur réponse vendredi matin

Spa, 15 juillet. — L'entrevue entre MM. Millerand, Lloyd George et le docteur Simons, à la villa Neubois, a duré de 19 à 20 heures.

M. Lloyd George est resté encore à causer avec le président du Conseil français, pendant un quart d'heure.

Interviewé à sa sortie par l'envoyé spécial de l'Agence Havas, le premier Anglais a déclaré que les ministres allemands allaient prendre connaissance de la décision des Alliés que leur porte le docteur Simons. Ils en délibéreront en conseil, vendredi matin, et feront connaître à midi leur réponse.

Dans les milieux de la Conférence, on est convaincu de l'acceptation allemande.

Dans l'affirmative, si la Conférence doit encore aborder le problème des réparations, nos troupes ne pourront prendre fin, semble-t-il, que dans la journée de samedi.

L'incident du drapeau enlevé à l'ambassade française de Berlin

Un récit inexact

Berlin, 15 juillet. — L'Agence Wolff fait le récit suivant de l'incident qui s'est produit le 14 juillet devant l'ambassade de France :

Le public allemand chantait l'air national allemand, tandis qu'on hissait le drapeau tricolore. Des employés de la Sicherheitspolizei reconduisirent à l'ambassade des officiers et des matelots français qui avaient irrité la foule par leur attitude.

Ce récit est inexact. Le drapeau a été arboré à 8 heures et les premiers incidents se sont produits vers midi, alors que presque toutes les personnes ayant assisté à la réception avaient quitté l'ambassade.

Un individu de mauvaise mine ayant, pendant 10 minutes, proféré, en français et en allemand, des injures contre le drapeau français, sans que la police intervînt, son exemple fut suivi par une quarantaine de personnes qui chantèrent le « Deutschland uber alles ».

Deux membres du personnel militaire de l'ambassade engagèrent correctement la police à faire cesser le désordre et rentrèrent à l'ambassade rendre compte de leur démarche. La police sortit alors de son inaction et dispersa la foule en quelques instants.

Une visite de M. Mayer au quai d'Orsay

Paris, 15 juillet. — M. Mayer, chargé d'affaires d'Allemagne, est venu jeudi matin au quai d'Orsay, exprimer à M. Paléologue, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, les vifs regrets de son gouvernement à l'occasion des incidents qui se sont produits le 14 juillet devant l'ambassade de France à Berlin.

Le chargé d'affaires d'Allemagne a fait connaître à M. Paléologue qu'une instruction était ouverte contre les coupables; il lui a dit en outre que le code pénal allemand prévoyait expressément la violation des insignes de souveraineté.

Une prime de 10.000 marks à qui fera découvrir l'auteur du méfait

Berlin, 15 juillet. — La préfecture de police promet une récompense de 10.000 marks à quiconque fera retrouver l'auteur de l'enlèvement du drapeau français. Son signalement est exactement donné, avec cette indication qu'il parle le patois berlinois.

LA PAIX

L'échange des ratifications du Traité de Saint-Germain

Paris, 15 juillet. — La Conférence des ambassadeurs s'est réunie ce matin, sous la présidence de M. Jules Cambon.

Demain, à 11 heures, dans le salon de l'Horloge, au quai d'Orsay, aura lieu la cérémonie de l'échange des ratifications du traité de Saint-Germain, sous la présidence de M. Jules Cambon.

M. Eichoff représentera l'Autriche. En outre, deux protocoles seront signés, l'un d'eux laissant la possibilité de signer ultérieurement aux puissances étrangères qui demain ne seront pas représentées à cette cérémonie, l'autre exprimera des réserves sur l'inexécution de certaines clauses de l'armistice conclu avec l'Autriche.

La mort de l'impératrice Eugénie

Transport du corps en Angleterre

Madrid, 15 juillet. — La dépouille mortelle de l'impératrice Eugénie arrivera en Angleterre, dimanche, à 6 h. 30, et à Farnborough à midi.

La dixième Exposition de l'Office commercial français en Angleterre

Londres, 15 juillet. — M. Périer, ministre plénipotentiaire attaché commercial à l'ambassade de France, a présidé, jeudi, l'inauguration de la 10e exposition de l'Office Commercial français en Angleterre. L'exposition est particulièrement intéressante, en ce qu'elle présente au public anglais des articles dont la quasi-exclusivité de fabrication était réservée à l'Allemagne, avant la guerre : appareils électriques chirurgicaux, scientifiques, d'optique, de laboratoire, dont des échantillons étaient exposés. Des personnalités anglaises autorisées ont dit que l'industrie française surpassait l'industrie allemande, dans ces spécialités.

ÉCHOS DU 14 JUILLET

LES FETES DANS LES PAYS OCCUPES

Mayence, 15 juillet. — De grandes fêtes ont eu lieu à l'occasion du 14 juillet dans toutes les régions occupées par l'armée française, en particulier dans le Palatinat et à Wiesbaden où a eu lieu une fête magnifique à laquelle a assisté le général Allen, commandant en chef les troupes américaines d'occupation.

Une affaire de vol de tickets de sucre

Les condamnations

Paris, 15 juillet. — Louis Toudouze, ayant dérobé des tickets de sucre, représentant 28.000 kilogrammes, revendait ces tickets un million de francs à l'épicier Marcel Legroux, qui les cédait, à raison de 0 fr. 25 par ticket de un kilo, à Paul Douerat, courtier. Celui-ci put se procurer ainsi du sucre dans une raffinerie, sur lequel il réalisa 15.525 francs de bénéfice.

La dixième chambre correctionnelle a condamné le courtier Douerat à 3 mois de prison et 5.000 francs d'amende. Legroux et Toudouze à 4 mois de prison et 500 francs d'amende chacun. Un nommé Rigault, démarcheur de Douerat, a été condamné à 2 mois de prison et 5.000 francs d'amende.

Le jugement sera affiché, en outre, aux portes du domicile de Douerat et de Rigault.

Dernières Nouvelles Locales

UNE AFFAIRE D'EMPOISONNEMENT A COMINES. — Le parquet d'Ypres (Belgique) s'occupe d'une grave affaire d'empoisonnement dont sont victimes une cinquantaine d'habitants des communes de Comines (Belgique) et de Comines (France). Les [illegible] du pâté empoisonneur provenant de chez un charcutier du hameau de Ten-Brielen ont été saisis.

Tous les malades, parmi lesquels se trouvent les membres d'une famille de neuf personnes, sont dans un état grave; toutefois, les médecins espèrent qu'il n'y aura pas de cas mortel.

DERNIERES NOUVELLES SPORTIVES

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

NICE-GRENOBLE
VICTOIRE D'HEUSGHEM

Nice, 15 juillet. — Les vaillants coureurs du Tour de France ont été mis hier au Vélodrome du Parc Magnan par près de dix mille spectateurs. Ce matin, à 9 h. 10, le départ a été donné aux vingt-trois coureurs restant qualifiés.

Mottiet a abandonné.

L'ARRIVEE

Grenoble, 15 juillet. — 1er Heusghem, 2e Bottecchia, 3e Thys, 4e Lambot, ensemble en 34 h. 47'42".

5e Scherr, en 14 h. 50'00"; 6e Lauk, [illegible] en 14 h. 56'14"; 7e Mottet, en 30 h. 56'12".

8e Barthélemy, en 15 h. 12'46"; 9e Dilore, même temps; 10e Goiblé, en 15 h. 44'36"; 11e Bellenoire, en 15 h. 62'7"; 12e Vandaele, en 16 h. 20'51"; 13e Derlinville, en 16 h. 17'23".

Barthélemy amènera, au contrôle d'arrivée, qu'il abandonne la course.